

**Convention collective**

IDCC : 8252. – **ENTREPRISES DE TRAVAUX AGRICOLES ET RURAUX  
(BASSE-NORMANDIE)  
(19 décembre 1989)**

(Etendue par arrêté du 13 août 1990,  
*Journal officiel* du 30 août 1990)

**AVENANT N° 41 DU 10 JUIN 2009**

NOR : *AGRS0997090M*

IDCC : *8252*

Entre :

Les entrepreneurs des territoires de Normandie,

D'une part, et

L'UNSA 2A ;

L'union régionale des syndicats chrétiens de Basse-Normandie CFTC ;

L'union régionale de Basse-Normandie FGA CFDT ;

L'union régionale des syndicats de Basse-Normandie FO,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>**

Les dispositions de l'alinéa 3 de l'article 12 sont supprimées et remplacées par les dispositions suivantes :

« Lorsqu'il est mis fin par l'employeur au contrat en cours ou au terme de la période d'essai définie à l'alinéa 1 ou à l'article L. 1242-10 du code du travail, pour les contrats stipulant une période d'essai d'au moins 1 semaine, le salarié est prévenu dans un délai qui ne peut être inférieur à :

- 24 heures en deçà de 8 jours de présence ;
- 48 heures entre 8 jours et 1 mois de présence ;
- 2 semaines après 1 mois de présence ;
- 1 mois après 3 mois de présence.

La période d'essai ne peut être prolongée du fait de la durée du délai de prévenance.

Lorsqu'il est mis fin à la période d'essai par le salarié, celui-ci respecte un délai de prévenance de 48 heures. Ce délai est ramené à 24 heures si la durée de présence du salarié dans l'entreprise est inférieure à 8 jours. »

## **Article 2**

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant qui prendra effet à compter du 10 juin 2009.

Fait à Caen, le 10 juin 2009.

(Suivent les signatures.)